



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
des Bouches-du-Rhône**

Convention conclue entre l'Etat et la Métropole Aix-Marseille-Provence
en application de l'article L851-1 du code de la sécurité sociale
pour la gestion d'aires des gens du voyage
pour l'année 2023

VU la Loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

VU le Décret n°2019-1478 du 26 décembre 2019 relatif aux aires permanentes d'accueil et aux terrains locatifs familiaux destinés aux gens du voyage ;

VU le Décret n°2001-568 du 29 juin 2001 relatif à l'aide aux collectivités et organismes gérant des aires d'accueil de gens du voyage et modifiant le Code de la Sécurité Sociale et le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Décret n°2014-1742 du 30 décembre 2014 relatif à l'aide versée aux gestionnaires d'accueil des gens du voyage ;

VU l'arrêté interministériel du 30 décembre 2014 portant application des articles R.851.2, R.851.-5 et R.851-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté interministériel du 30 décembre 2014 portant application des articles R.851.2, R.851.-5 et R.851-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté interministériel du 9 mars 2018 modifiant le montant mensuel de l'aide forfaitaire prévue à l'article L 851-1 du code de la sécurité sociale, et de façon temporaire, la répartition de la contribution financière entre les régimes de prestations familiales et l'État ;

VU l'arrêté préfectoral du 02 avril 2021 portant délégation de signature à Mme Nathalie DAUSSY, directrice départementale du Travail, de l'Emploi et des Solidarités des Bouches du Rhône ;

VU la Circulaire DSS/2B/2001/372 du 24 juillet 2001 relative aux conditions d'attribution de l'aide aux communes ou aux établissements publics de coopération intercommunale gérant une ou plusieurs aires d'accueil de gens du voyage prévue à l'article L.851-1 du Code de la Sécurité Sociale ;

VU l'instruction N° DGCS/SD5A/2015/33 du 4 février 2015 relative à la réforme de l'aide versée aux gestionnaires d'aires d'accueil des gens du voyage mentionnée à l'article L.851-1 du code de la sécurité sociale ;

VU le Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage des Bouches-du-Rhône publié au RAA spécial n°-13-2023-098 du 25 avril 2023 ;

VU le contrat de prestation de service passé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et LVD Environnement / la Varappe Développement ;

Entre

- **L'Etat** représenté par le Préfet des Bouches-du-Rhône, désigné sous le terme de :

« l'administration »

Et

la Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par Mme la Présidente, en exercice, assurant la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage située à Aubagne – assistée par marché de service attribué à LVD Environnement / La Varappe Développement – désignée sous le terme de :

« le gestionnaire »

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de versement de l'aide financière de l'Etat, dénommée « Aide au Logement Temporaire 2 » (ALT2) prévue par l'article L851-1 du code de la Sécurité Sociale et des articles R.851-2, R.851-5, R.851-6 pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage désignées ci-dessous :

Aire d'accueil pour les gens du voyage
CD 559A
Vallon des Vaux – Route de la Ciotat
13 400 AUBAGNE

Elle détermine les droits et obligations des parties.

Sa signature conditionne le versement de l'aide pour l'année 2023.

Article 2 : Capacité d'accueil et activités retenues pour le calcul de l'aide mensuelle provisionnelle.

Une description avec les caractéristiques de chaque aire figure en annexe 1 de la présente convention.

Le nombre total de places conformes aux normes techniques du décret n°2001-569 du 29 juin 2001 est de **25** places.

Le détail de la disponibilité mensuelle des places conformes pour la période de la convention est précisé en annexe 2.

Le taux d'occupation provisoire mensuel pris en compte pour le calcul de l'aide provisionnelle liée à l'occupation est précisé pour chacune des aires en annexe 2.

Le taux d'occupation moyen global pour l'année au titre de la présente convention est de :

- **44.6%**

Article 3 : Les conditions financières

- *Le montant de l'aide versée*

Le gestionnaire bénéficie, en soutien de la gestion des places de l'aire d'accueil d'une aide d'un **montant annuel total provisionnel de 27 112.11 €**, pour la période de la convention.

Ce montant se décompose pour chacune des aires en :

- ✓ **un montant fixe** déterminé en fonction du nombre de places conformes aux normes techniques, effectivement disponibles, par mois, par aire d'accueil, figurant en annexe 2.

Calcul :

- **Mensuel** : $25 * 56.5 \text{ € (taux d'occupation mensuel)} = 1\,412,50 \text{ €}$
(mille quatre cent douze euros et cinquante centimes)

- **Annuel** : $1\,412,50 \text{ €} * 12 = 16\,950 \text{ €}$
(seize mille neuf cent cinquante euros)

soit un total de **16 950 €** au titre des places conformes disponibles pour l'année 2023.

- **un montant variable** provisionnel déterminé en fonction du taux prévisionnel d'occupation mensuel des places, détaillé en annexe 2.

Calcul :

- **Mensuel** : $25 \text{ places} * 75.95 \text{ € (taux d'occupation mensuel)} * 44.6 \% = 846.8425 \text{ €}$
(huit cent quarante-six euros et quatre-vingt-quatre centimes)

- **Annuel** : $846.8425 * 12 = 10\,162.11 \text{ €}$
(dix mille cent soixante-deux euros et onze centimes)

soit un total provisionnel de **10 162.11 €** au titre de l'occupation prévisionnelle pour l'année 2023.

- *Les modalités de versement*

Le préfet adresse sans délai un exemplaire de la présente convention conclue entre les parties à la caisse d'allocations familiales chargée du paiement de l'aide.

L'aide est versée mensuellement, par douzième du montant total provisionnel, à terme échu, au gestionnaire de l'aire par la caisse d'allocations familiales, soit un montant mensuel à verser de **27 112.11 € / 12 = 2 259.34 €**

- *Les modalités de régularisation du versement de l'aide*

Avant le 15 janvier de l'année suivante, le gestionnaire fournit au préfet la déclaration prévue au II de l'article R.851-6 du code de la sécurité sociale établie conformément au modèle annexé à l'arrêté du 30 décembre 2014 par le biais de la procédure dématérialisée prévue à l'article 2 de l'arrêté précité.

Sont joints à cette déclaration

- le rapport de visite mentionné à l'article 4 du décret n° 2001-569 du 29 juin 2001
- un état arrêté à la date du 31 décembre indiquant pour les douze derniers mois l'aide versée par la caisse d'allocations familiales
- le montant de la recette des droits d'occupation des places acquittés par les gens du voyage perçue ainsi que les dépenses de fonctionnement et d'entretien de l'aire.

En l'absence de transmission de la déclaration prévue au II de l'article R. 851-6 du code de la sécurité sociale, et après mise en demeure du préfet, le montant de la part variable de l'aide versée est récupéré.

Le préfet notifie au gestionnaire par décision, le montant de l'aide effectivement due au titre de la présente convention ainsi que le montant de l'aide restant à percevoir ou le montant du trop perçu à recouvrer.

La décision préfectorale est adressée simultanément à la caisse d'allocations familiales pour régularisation du paiement dû au titre l'année écoulée (par versement complémentaire, récupération ou compensation).

Article 4 : Définition du droit d'usage d'une place

Le droit d'usage d'une place est défini comme suit :

- le tarif de la redevance de stationnement est de **2 €** par jour ;
- le coût des fluides est de :
 - o Electricité : 0.10 € TTC le KWh
 - o Eau : 3,45 € le m3Une avance de 50 euros sur la consommation des fluides est à régler dès l'entrée sur l'aire.
- la durée du séjour est limitée à 3 mois. Une carence de deux mois sera respectée entre 2 séjours sur l'aire.

Article 5 : Les obligations du cocontractant

- *Le titre d'occupation des usagers :*

Le gestionnaire s'engage à remettre à la personne ou à la famille accueillie, un document indiquant les références de l'aire d'accueil (nom, adresse) et les coordonnées du gestionnaire, le règlement intérieur qui mentionne les obligations minimales à respecter par tout occupant de l'aire d'accueil, un état des lieux effectué à l'entrée et à la sortie de

l'occupant ainsi qu'une plaquette d'informations générales (sociales, scolaires, partenaires...).

Le titre d'occupation devra mentionner le montant de la participation demandée par le gestionnaire de l'aire aux personnes accueillies.

- *Les obligations relatives à la maintenance et à l'entretien des locaux de l'aire :*

Lors de la signature de la convention, le préfet s'assure du respect de l'entretien de l'aire d'accueil, de son gardiennage et de la conformité de l'aire à la déclaration figurant à l'annexe 1. En cas de non-conformité, soit l'aide n'est pas attribuée, soit elle est suspendue à compter du premier jour du mois civil suivant le signalement par le préfet à la caisse d'allocations familiales.

Le gestionnaire s'engage à maintenir l'aire en bon état d'entretien.

- *Les éléments de suivi de l'activité de l'aire*

Le gestionnaire de l'aire fournit au préfet, annuellement, en même temps que la déclaration prévue à l'article R.851-6 du code de la sécurité sociale, un bilan d'activité de l'aire et notamment les données populationnelles figurant en annexe 3.

Article 6 : Le contrôle de l'autorité compétente

En application de l'article R.851-6 du code de la sécurité sociale, le préfet effectue un contrôle sur pièces des éléments transmis par le gestionnaire de l'aire.

Lorsque le contrôle sur pièces des déclarations fait apparaître une erreur entre le nombre de jours d'occupation mensuelle effective par place et la recette mensuelle de l'aire, le préfet, après avoir invité le gestionnaire à présenter ses observations, lui notifie au plus tard le dernier jour du mois de février le montant qu'il retient pour le versement de l'aide au titre du 2° du II de l'article R. 851-5, en lui indiquant les voies et délais de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent. Dans le même délai, il en informe la caisse d'allocations familiales qui verse ou récupère la différence.

En cas de défaut de déclaration, le préfet met en demeure le gestionnaire de la produire dans le délai de quinze jours. Passé ce délai, et sans déclaration, le préfet informe la caisse d'allocations familiales qu'elle doit récupérer les versements effectués l'année précédente au titre du 2° du II de l'article R. 851-5.

En outre, le gestionnaire est également tenu de fournir au ministre chargé du logement ou à son représentant ainsi qu'au ministre chargé des affaires sociales ou à son représentant ou aux membres des corps d'inspection de l'Etat tous les renseignements non nominatifs et tous les documents nécessaires au plein exercice du contrôle de l'application de la présente convention sous réserve de ceux couverts par un secret lorsque les conditions sont réunies pour l'invoquer valablement.

Article 7 : La durée de la convention

La convention a une durée d'un an, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023.

Article 8 : Modification et résiliation de la convention

Durant la période de validité de la convention, une modification du nombre de places conformes et disponibles, peut être apportée par avenant à la présente convention.
La convention peut être résiliée, par l'une ou l'autre des deux parties, avec un préavis de trois mois.

En cas de non exécution par le gestionnaire de ses engagements conventionnels ou d'une fausse déclaration au préfet ou à la caisse d'allocations familiales, le préfet, après mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, peut procéder unilatéralement à la résiliation de la présente convention dans un délai d'un mois.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Marseille, sis 22-24 rue Breteuil – 13006 Marseille, dans les deux mois à compter de sa notification.

Marseille, le

<p>La Métropole Aix-Marseille-Provence représentée par la Présidente en exercice assurant la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage à Aubagne</p>	<p>Pour l'État Le Préfet Pour le Préfet et par délégation</p>
---	---

ANNEXE 1

Aire d'accueil des gens du voyage d'Aubagne - Le Vallon des Vaux

Gestionnaire : Métropole Aix-Marseille -Provence

Localisation de l'aire

L'aire d'accueil des Gens du Voyage du Vallon Des Vaux est située Route de la Ciotat, 13400 Aubagne

Capacité d'accueil

L'aire d'accueil du Vallon à Aubagne est implantée sur une parcelle de 4710m². Elle est composée de 25 places, et d'une construction d'environ 150m² abritant des locaux sanitaires communs se répartissant en deux blocs (douches et WC, pour personnes handicapées) : l'un pour les hommes, l'autre pour les femmes et les enfants.

Elle se compose également de :

- Trois bureaux pour le titulaire, le gardien et le conseiller en économie sociale et familiale, l'un pouvant se partager lors des interventions du médecin du Centre de protection maternelle et infantile (PMI) ;
 - Deux salles multifonctionnelles (réunions, activités socioculturelles et PMI) ;
 - Un équipement d'un système de chauffage solaire de l'eau sanitaire en bon état de fonctionnement ;
 - Un local chaufferie comprenant une armoire de comptage individualisé des consommations des fluides (eau et électricité) ;
 - De bornes de branchement individuel pour chaque emplacement ;
 - Un système d'éclairage par candélabres ;
 - Un emplacement containers ;

L'ensemble réparti au sein d'un terrain clôturé, viabilisé et aménagé.

Accueil des gens du voyage

Le titulaire est chargé de l'accueil physique des gens du voyage qui sollicitent une place de stationnement et veille à la bonne installation de la famille sur l'aire.

Les arrivées et les départs sont interdits le weekend conformément au règlement intérieur. Dans l'exécution de sa mission, pour toute personne demandant à séjourner sur l'aire d'accueil, le titulaire devra recueillir :

- La composition de la famille (âge, sexe et identité) sur une fiche d'enregistrement des entrées ;
- Toute pièce administrative justifiant de l'identité des voyageurs : carte d'identité du chef de famille, l'indication de la composition de la famille et de l'identité de toute personne appelée à séjourner sur l'aire d'accueil ;
- Toute pièce administrative relative au véhicule : carte verte d'assurance (le numéro de police sera relevé), carte grise de chaque caravane et de tout autre véhicule stationné durant le séjour ;
- Le versement d'une avance pour les consommations d'eau, d'électricité et pour les redevances d'emplacements estimées selon la durée du séjour, contre délivrance d'un reçu ;
- La signature de la personne responsable de la famille attestant sur l'honneur qu'un exemplaire du règlement intérieur lui a été lu, remis et qu'elle en a compris les termes.